



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Rapport annuel 2012

**du Conseil fédéral
sur la participation de la Suisse au
Conseil de partenariat euro-atlantique
et au
Partenariat pour la paix**

Berne, 10 avril 2013

Table des matières

1. Aperçu	3
2. Consultations au sein du Conseil de partenariat euro-atlantique (CPEA) et dans le cadre des formats flexibles	5
2.1 Sommet	5
2.2 Rencontres des ministres de la défense	5
2.3 Rencontres des chefs d'armée	6
2.4 Consultations politiques et rencontres au niveau des ambassadeurs	7
2.5 Représentation militaire permanente et rencontres du Comité militaire	6
2.6 Visites bilatérales	8
3. Coopération au sein du Partenariat pour la paix (PPP)	10
3.1 Coopération dans les domaines civils	10
3.1.1 Réforme du secteur de la sécurité et mise sur pied d'institutions de défense	10
3.1.2 Droit international humanitaire	10
3.1.3 Participation de la Suisse au Fonds d'affectation spéciale	11
3.1.4 Planification civile en cas d'urgence	11
3.1.5 Coopération dans le cadre de la gestion des crises	12
3.1.6 Autres activités civiles	13
3.2 Coopération dans les domaines militaires	13
3.2.1 Développement des forces armées et standardisation	13
3.2.2 Coopération en matière de formation	14
3.2.3 Recherche et développement technique en armement	14
4. Activités des centres de Genève et du Centre de recherche sur la politique de sécurité de l'EPF de Zurich	16
4.1 Centre de politique de sécurité, Genève	16
4.2 Centre pour le contrôle démocratique des forces armées - Genève	16
4.3 Centre de recherche sur la politique de sécurité de l'EPF de Zurich	18
5. Annexe	20
5.1 Cours d'instruction du PPP en Suisse	20
5.2 Autres manifestations	23
5.3 Finances	24
5.4 Abréviations	25
5.5 Liens	26

1. Aperçu

Pendant l'année sous revue, l'OTAN s'est occupée une nouvelle fois prioritairement des réformes entamées en novembre 2010, ainsi que des opérations de soutien à la paix en Afghanistan (ISAF) et au Kosovo (KFOR).

De nombreux Etats membres du Partenariat régulièrement associés aux consultations et aux entretiens relatifs aux engagements ont participé aux opérations ISAF et KFOR, menées sous mandat de l'ONU et conduites par l'OTAN, aux côtés d'Etats membres de l'Alliance. Dans le cas de l'Afghanistan, la discussion a porté en particulier sur la délégation de la responsabilité en matière de sécurité aux forces de sécurité locales et sur le retrait des troupes de combat, prévu pour 2014. Lors du sommet de l'OTAN en mai, des plans plus concrets concernant une mission de suivi à l'ISAF ont été présentés ; le but de cette mission sera de former les forces de sécurité afghanes.

La Suisse prend régulièrement part aux consultations sur l'engagement au Kosovo où elle maintient un contingent d'environ 220 militaires et deux hélicoptères de transport avec la Swisscoy. En juin 2011, le Parlement avait décidé de prolonger l'engagement de la Swisscoy jusqu'en 2014. Il avait également donné la compétence au Conseil fédéral d'augmenter le contingent actuel maximal (220 militaires) de 80 militaires pendant 12 mois au plus. Depuis début 2012, la Suisse est aux commandes du *Joint regional Department Nord* qui a été prolongé d'une nouvelle année en septembre 2012 (jusqu'à fin 2013). Avec la reprise de cette fonction, le contingent suisse au Kosovo compte temporairement jusqu'à 235 militaires.

Ces dernières années, l'OTAN a étendu géographiquement son réseau de partenaires, notamment à l'espace Asie-Pacifique, en raison des besoins des opérations qu'elle mène. Simultanément, vu l'attention accrue portée à des thèmes comme la cyber-défense ou la prolifération d'armes de destruction massive, le champ des discussions s'est élargi, ce qui a renforcé l'intérêt de l'OTAN pour la coopération avec ses partenaires. Importante également dans ce contexte, la pression croissante sur les budgets de la défense, qui se fait sentir dans tous les pays de l'OTAN. Une meilleure coopération entre alliés et avec les partenaires devrait permettre de réduire les coûts autant que possible, sans que la qualité des indispensables instruments de sécurité en pâtisse. Mentionnons à ce propos l'initiative *Smart Defense*¹ et le projet de bouclier antimissile.

Avec la fin de la mission ISAF en Afghanistan, prévue pour 2014, et les discussions en cours sur la mise en œuvre des réformes décidées ces dernières années, l'insécurité règne quant au futur rôle et à l'orientation de l'OTAN. Les avis des alliés sur cette question divergent. De leur côté, les pays partenaires veulent savoir dans quel sens la collaboration avec l'OTAN va se développer, à commencer par ceux qui sont fortement impliqués dans le domaine opérationnel, comme p. ex. la Finlande et la Suède, mais aussi la Suisse.

En 2012 également, les pays de l'Alliance et les pays partenaires ont disposé du format CPEA pour le dialogue politique. La Suisse y a initié entre autres des discussions le thème des entreprises militaires et de sécurité.

Pour l'avenir des relations entre l'OTAN et ses partenaires, il est attendu que les réformes décidées se traduisent par une revalorisation du dialogue politique et une plus grande flexibilité des différentes rencontres (« formats flexibles »). Cela permettrait à des partenaires comme la Suisse de mieux faire valoir leurs idées dans les discussions sur la politique de sécurité. Toutefois, les formats flexibles ne se déroulent pas aussi bien dans tous les domaines, en raison surtout de la résistance de certains Etats membres de l'OTAN. C'est notamment le cas pour la question de l'élargissement des domaines thématiques couverts par l'OTAN, comme la *Smart Defense* et la cyber-défense, où une coopération avec les pays partenaires est visée. Le blocage du menu de coopération

¹ *Smart Defense* est une initiative de l'OTAN, censée améliorer l'efficacité et réduire les coûts par le renforcement de la coopération entre les membres de l'Alliance dans le domaine de la défense (à l'instar de Pooling & Sharing de l'UE). Les pays partenaires ont également la possibilité de participer à de tels projets de coopération.

partenariale (PCM), qui règle la collaboration des Etats de l'Alliance avec les pays partenaires y compris la Suisse, a suscité le mécontentement. Le problème a finalement été résolu peu avant la rencontre des ministres des affaires étrangères de l'OTAN en décembre.

En 2012, la Suisse a participé à plusieurs rencontres multilatérales avec l'OTAN. Elle a été représentée au sommet de mai ainsi qu'à deux réunions ministérielles au format KFOR et plusieurs rencontres au niveau des ambassadeurs. Mentionnons encore quelques contacts bilatéraux, entre autres la visite du secrétaire général de l'OTAN aux chefs du DDPS et du DFAE, ainsi que du chef de la Division des affaires politiques et de la politique de sécurité, les deux rencontres ayant eu lieu à Berne.

La Suisse a poursuivi sa collaboration pratique au sein du Partenariat pour la paix comme de coutume. L'armée et armasuisse ont profité de l'échange de connaissances et d'expériences dans les groupes de travail du Partenariat, ainsi que de la possibilité de participations individuelles à des cours et exercices, pour le développement de leurs propres forces armées et capacités et pour l'amélioration de l'interopérabilité. La Suisse continue par ailleurs d'aider certains Etats du Partenariat, avant tout dans les régions traditionnellement prioritaires, à savoir l'Europe de l'Est et du Sud-Est, le Caucase et l'espace méditerranéen, à développer des structures de sécurité et de défense démocratiques et à mettre en lieu sûr ou à détruire des munitions, des armes légères et des matières explosibles.

La Suisse a proposé aux Etats membres du Partenariat 25 cours d'instruction PPP, y compris les cours des centres de Genève, sur les thèmes usuels : droit international humanitaire, coopération entre organes civils et organes militaires, instruction de sous-officiers, formation à la communication, désarmement et maîtrise des armements, entraînement alpin et formation générale en matière de politique de sécurité. L'offre des cours a été comparable à celle des années précédentes pour ce qui est du nombre et des contenus.

2. Consultations au sein du Conseil de partenariat euro-atlantique (CPEA) et dans le cadre des formats flexibles

2.1 Sommet

Le sommet de l'OTAN s'est tenu en mai à Chicago, à l'invitation du président américain Barack Obama, natif de cette ville. La Suisse a été conviée à participer le 21 mai 2012 à une rencontre des 28 Etats membres de l'Alliance et de 13 pays partenaires (format 28+13²) organisée dans le cadre du sommet. La Suisse y était représentée par le chef du DFAE, le conseiller fédéral Didier Burkhalter.

La rencontre des 28+13 a été dirigée par le secrétaire général de l'OTAN. Celui-ci a rappelé dans son allocution que les Alliés et leurs partenaires faisaient face aux mêmes défis et que ces défis ne pouvaient être maîtrisés que par la coopération. Il a plaidé pour qu'un plus grand poids soit à nouveau accordé aux consultations politiques afin d'améliorer l'échange d'expériences et d'avis entre les membres de l'alliance et ses partenaires. Le but étant d'augmenter l'interopérabilité, ce qui présuppose l'intégration des partenaires dès le début, en prévision surtout de la fin de la mission ISAF en Afghanistan, fin 2014, à laquelle de nombreux partenaires participent avec de propres contingents. Tant le secrétaire général de l'OTAN que le président des Etats-Unis ont remercié les partenaires pour leurs contributions et souligné l'importance des formats flexibles qui, sans remplacer les formats traditionnels, doivent faciliter les échanges entre alliés et partenaires intéressés. Les 13 Etats partenaires ont fait usage de l'occasion qui leur était donnée de présenter leurs priorités et idées. Il ont fait savoir qu'ils étaient en principe satisfaits de la coopération avec l'OTAN, mais qu'ils s'interrogeaient sur l'orientation de l'Alliance au terme de la mission ISAF en Afghanistan, ainsi que sur les futures opérations. Ils ont encore soulevé d'autres thèmes comme la *Smart Defense*, la cyber-défense et la situation en matière de politique de sécurité en Afrique du Nord, dont l'OTAN entend s'occuper davantage.

Dans son allocution, le conseiller fédéral Didier Burkhalter a expliqué sa vision du rôle de la Suisse au sein du Partenariat pour la paix. Il a exposé quatre domaines prioritaires dans lesquels la Suisse pourrait renforcer son engagement. La première priorité demeure la stabilisation de la situation en Europe du Sud-Est et la contribution de la Suisse à la mission KFOR. Une autre priorité concerne le soutien aux efforts de réforme en Afrique du Nord et en Afghanistan dans le domaine civil. Le chef du DFAE a encore souligné l'engagement de la Suisse dans le domaine du droit humanitaire international et appelé les Etats présents à soutenir la Croix Rouge et le Croissant Rouge, ainsi que le Document de Montreux³. Il a finalement relevé la coexistence nécessaires des formats flexibles et des formats de coopération traditionnels, soit le Conseil du partenariat euro-atlantique (CPEA) et le Partenariat pour la paix (PPP), qui continuent de jouer un rôle de premier plan dans les échanges de l'OTAN avec les pays partenaires.

2.2 Rencontres des ministres

La réunion des ministres des affaires étrangères de l'OTAN, en février, a porté sur la situation au nord du Kosovo et sur le dialogue Belgrade-Pristina mené sous l'égide de l'UE. L'ambassadeur Christian Catrina, chef de la politique de sécurité du DPPS, a représenté la Suisse à la rencontre au format KFOR, le 3 février 2012, en remplacement du conseiller fédéral Ueli Maurer.

² Soit les 13 pays suivants : Australie, Autriche, Corée du Sud, Emirats Arabes Unis, Finlande, Géorgie, Japon, Jordanien, Maroc, Qatar, Nouvelle Zélande, Suisse et Suède.

³ Le document de Montreux est un texte qui décrit le droit international applicable aux activités des entreprises militaires et de sécurité privées (EMSP) présentes dans une zone de conflit armé. Il contient des recommandations et des lignes d'action qui aident les Etats à prendre les mesures utiles pour s'acquitter de leurs obligations juridiques.

Le 10 octobre 2012, les ministres de la défense réunis au format KFOR ont débattu une nouvelle fois de la situation au Kosovo et de l'avenir de la mission KFOR. Ils ont également abordé les thèmes *Unfixing*⁴ et *Kosovo Security Force*. C'est une fois encore l'ambassadeur Christian Catrina qui a représenté la Suisse à cette rencontre.

Les deux dernières réunions des ministres des affaires étrangères et de la défense des pays de l'OTAN, les 5 et 6 décembre, étaient placées sous le signe des élections présidentielles aux Etats-Unis et de la décision de stationner des missiles Patriot à la frontière turco-syrienne. Peu avant la rencontre des ministres des affaires étrangères, une solution a été trouvée concernant le blocage des PCM, un pas important pour la Suisse également. Quant à la rencontre des ministres de la défense, elle a porté entre autres sur les concepts de *Smart Defense* et *Connected Forces*. Les deux rencontres ont confirmé les décisions prises à Berlin en 2011, notamment sur le thème des formats flexibles et du *Single Tool Box*, soit l'ouverture des instruments de coopération à tous les pays partenaires de l'OTAN.

2.3 Rencontres des chefs d'armée

Plusieurs représentants de l'armée suisse ont participé à deux séances dans le cadre de la rencontre du comité militaire de l'OTAN, les 17 et 18 janvier 2012, au niveau des chefs d'armée et des chefs d'état-major général : celle du CPEA et celle du KFOR.

La réunion au format CPEA a été consacrée principalement à des présentations de la Suède et de la Finlande : la Suède a parlé de ses expériences faites dans le cadre de l'opération de l'OTAN en Libye et la Finlande de l'initiative de coopération militaire *Nordic Defence Cooperation* (NORDEFECO). Le chef de l'armée suédoise a souligné l'importance des instruments du Partenariat pour le renforcement de la propre disponibilité de base et opérationnelle et le développement des forces de combat. Son homologue finlandais a expliqué comment les forces armées nordiques tentaient de pallier leurs carences respectives en mettant en commun et en partageant leurs capacités (*Pooling and Sharing*), et en harmonisant leurs systèmes d'armes et achats d'armements.

Lors de la rencontre KFOR, l'amiral James G. Stavridis, commandant suprême des forces alliées et commandant des troupes américaines en Europe, a informé les chefs d'armée et les chefs d'état-major général des pays mettant des troupes à disposition sur la situation au Kosovo en matière de sécurité, ainsi que sur la planification des opérations dans la région. Le général lieutenant a.D. Xavier Bout de Marnhac, chef de la mission de justice et police de l'UE (EULEX), a clôturé ce rapport circonstancié sur la situation au Kosovo.

2.4 Consultations politiques et rencontres au niveau des ambassadeurs

Pendant l'année sous revue, le chef de la mission suisse auprès de l'OTAN a participé à quatre réunions convoquées par le secrétaire général de l'OTAN au niveau des ambassadeurs. N'y sont pas incluses les rencontres au format KFOR (voir plus bas). Trois réunions ont eu lieu au format CPEA, une autre au format flexible entre l'OTAN et les six pays partenaires d'Europe occidentale (WEP-6⁵).

À l'initiative de la Suisse, de la Grande Bretagne et des Etats Unis, la première rencontre des ambassadeurs CPEA a porté sur la question des standards pour les entreprises militaires et de sécurité privées. La deuxième a traité de la mise en application de la résolution 1325 du Conseil de sécurité de l'ONU dans les opérations menées par l'OTAN, avec la participation de la nouvelle *Nato Special Representative on Women, Peace and Security*. Il a également été question de la relation de l'OTAN avec l'assemblée parlementaire de

⁴ Le dispositif de sécurité mis en place pour la surveillance de plusieurs monastères serbes-orthodoxes sur territoire kosovare a été temporairement assumé par des troupes KFOR. Le but est de remettre cette responsabilité aux autorités kosovares, un processus appelé « unfixing ». La Suisse est impliquée dans le processus de par sa participation aux formats opérationnels KFOR.

⁵ Autriche, Finlande, Irlande, Malte, Suède et Suisse.

l'OTAN (OTAN-AP) en présence de son président. La troisième rencontre finalement avait pour thème la lutte contre le terrorisme, des points de vue de l'ONU et de l'OTAN.

La rencontre des ambassadeurs au format 28+6, la première officielle dans cette constellation, a eu lieu en avril à l'initiative du groupe WEP-6. Consacrée à la mise en œuvre de la politique du Partenariat décidée en 2011 à Berlin, elle a permis aux participants d'une part de parler des avantages et inconvénients des réformes de Berlin⁶, d'autre part d'échanger leurs avis sur les thématiques pouvant être traitées dans les formats flexibles.

En novembre, l'OTAN a rédigé un rapport sur la mise en œuvre des décisions de Berlin et consulté ses partenaires à ce sujet. Il y est retenu que la coopération pourrait être améliorée entre l'Alliance et les pays partenaires individuels ainsi que dans le domaine des décisions opérationnelles. Le rapport relève en outre que les résultats visés n'ont pas encore été atteints dans une majeure partie des réformes décidées. C'est le cas aussi bien pour le menu de coopération partenariale (PCM), qui a été bloqué pendant plusieurs mois en 2012, que pour la mise en œuvre des formats flexibles. Le rapport a été approuvé début décembre lors de la rencontre des ministres des affaires étrangères de l'OTAN.

Invités par le gouvernement moldave, les ambassadeurs du WEP-5 se sont rendus début décembre pour deux jours à Chişinău, pour rendre compte de leurs expériences en tant que pays partenaires de l'OTAN. De manière générale, la coopération informelle au sein du WEP-5⁷ a été particulièrement dynamique pendant l'année du rapport.

Mentionnons en outre deux rencontres du SEEGROUP (*South East Europe Security Cooperation Steering Group*) au niveau des ambassadeurs.

Plusieurs événements ont requis un engagement renforcé de la mission suisse auprès de l'OTAN sur le thème KFOR. La mission a participé à sept réunions officielles du *North Atlantic Council* (NAC) au format KFOR, qui ont permis de présenter le point de vue de la Suisse sur la situation au Kosovo et sur la mission KFOR. Le NAC a en outre organisé une visite au Kosovo pour les ambassadeurs des pays mettant des troupes à disposition.

Dans le domaine opérationnel, la mission KFOR a remis aux autorités kosovares la responsabilité en matière de sécurité du monastère de Devic. Ce processus a été accompagné par le comité responsable des opérations de l'OTAN, auquel la Suisse a pris une part active. L'opération a pu se dérouler sans incidents, en collaboration avec les autorités de l'Eglise serbe-orthodoxe.

Par ailleurs, la Suisse a participé aux discussions sur la *Kosovo Security Force* (KSF), notamment sur le thème de la *Full Operational Capability* des forces de sécurité kosovares, ainsi que sur la question de leur statut et de leurs futures relations avec les Alliés et leurs partenaires. Le passage prévu à la phase opérationnelle *Gate 3* n'a pas été traité en 2012, les conditions-cadre requises à cet effet n'étant pas réunies (surtout pour ce qui est du transfert de la responsabilité concernant la surveillance des lieux de culte orthodoxes aux forces de sécurité kosovares).

2.5 Représentation militaire permanente et rencontres du Comité militaire

Le Comité militaire de l'OTAN s'est réuni à quatre reprises en 2012. La Suisse y est représentée par son représentant militaire permanent. La première rencontre, au début de l'année, a porté sur les thèmes à traiter lors du sommet de l'OTAN à Chicago. Il a été question p. ex. de la vision de l'OTAN concernant ses capacités et ses structures à l'horizon 2020, ainsi que des partenariats. Le problème du blocage du menu de coopération partenariale et ses répercussions pour les pays partenaires, ainsi que le développement de la défense antimissiles décidé en 2012, ont également été abordés. Et comme à

⁶ Pendant la rencontre des ministres des affaires étrangères de l'OTAN à Berlin en avril 2011, des décisions avaient été prises concernant la future coopération entre les pays partenaires de l'Alliance. Les formats flexibles et le *Single Tool Box* avaient alors été présentés, signifiant l'ouverture des instruments de la coopération à tous les partenaires de l'OTAN.

⁷ Autriche, Finlande, Irlande, Suisse et Suède.

l'accoutumée, les membres du comité ont parlé de l'avancement et de l'état des opérations de soutien à la paix menées par l'OTAN, y compris les questions de formation et de préparation des interventions. Le comité militaire est tenu régulièrement informé de ces thèmes de politique de sécurité.

La Suisse a été plusieurs fois citée de manière élogieuse, plus spécialement pour son engagement dans la KFOR. De nombreux groupes de travail et rencontres ont souligné une fois de plus l'importance d'une coopération étroite entre l'OTAN et ses partenaires dans tous les formats pour la sécurité globale. Les pays partenaires d'Europe occidentale surtout lancent régulièrement des initiatives pour améliorer cette coopération au moyen d'instruments concrets.

Avec le déblocage du menu de coopération partenariale fin 2012, la coopération militaire de la Suisse au sein du PPP, p. ex. dans le domaine de l'entraînement et de la formation, a pu se poursuivre comme prévu pour 2013.

2.6 Visites bilatérales

Pour la première fois depuis bien longtemps, plusieurs visites bilatérales de haut rang au niveau politique ont eu lieu pendant l'année sous revue entre la Suisse et l'OTAN. En mars, le secrétaire d'Etat suppléant, l'ambassadeur Georges Martin, était invité à Bruxelles. En septembre, ce fut la visite à Berne de l'ambassadeur Dirk Brengelmann, chef de la Division des affaires politiques et de la politique de sécurité. En novembre, le secrétaire général de l'OTAN, Anders Fogh Rasmussen, a été reçu à Berne par les conseillers fédéraux Ueli Maurer et Didier Burkhalter pour un repas d'affaire.

La visite du secrétaire d'Etat suppléant les 12 et 13 mars 2012 à Bruxelles avait pour but de discuter de l'éventuelle participation de la Suisse à une rencontre des pays partenaires de l'OTAN pendant le sommet de mai à Chicago, et de l'état de la situation concernant les réformes des partenariats et de la coopération de la Suisse avec l'Alliance. Un échange a eu lieu en outre sur les thèmes de la prolifération nucléaire et du désarmement, de la défense antimissiles, des relations avec la Russie et d'autres sujets d'actualité. Par ailleurs, des rencontres bilatérales se sont déroulées avec les secrétaires généraux adjoints de l'OTAN : l'ambassadeur Dirk Brengelmann pour les affaires politiques et la politique de sécurité et l'ambassadeur Gabor Iklody pour les nouvelles formes de menaces.

La visite de l'ambassadeur Brengelmann, le 12 septembre 2012, a été l'occasion de passer en revue les thèmes importants dans les relations entre la Suisse et l'OTAN : l'avenir des partenariats, notamment par rapport au blocage du PCM, la KFOR et la situation au Kosovo, ainsi que l'Afghanistan et la mission de suivi de l'ISAF. La Suisse a fait part de son intérêt pour différents projets du fonds d'affectation spéciale et s'est proposée d'organiser la *Nato Conference on Weapons of Mass Destruction, Arms Control, Disarmament and Non-Proliferation* en 2014. Elle a en outre accédé à la demande de l'OTAN de mettre à disposition un expert (*Voluntary National Contribution*) pour soutenir l'*International Staff* de l'OTAN dans le domaine des armes légères (*Small Arms and Light Weapons*, SALW). La présidence suisse de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) a été présentée et des possibilités de collaboration entre les deux organisations examinées. Finalement, la rencontre a également servi à préparer la visite du secrétaire général de l'OTAN.

Le secrétaire général de l'OTAN Anders Fogh Rasmussen a été accueilli le 22 novembre 2012 à Berne par les conseillers fédéraux Ueli Maurer et Didier Burkhalter pour une visite de travail. Le même jour, il était invité à prendre la parole à la *Churchill Special Lecture 2012* à l'Université de Zurich. Les discussions ont porté sur la politique extérieure et de sécurité de la Suisse et sur le développement de l'OTAN et de sa politique en matière de partenariat. La Suisse a confirmé son intérêt pour les formats existants, tout en se félicitant de la collaboration dans le cadre des formats flexibles, notamment dans le domaine de la cyber-défense. Dans le même contexte, il a été question de la participation de la Suisse à la KFOR et de la future présence de l'OTAN en Afghanistan. Autres thèmes

abordés : les activités de la Suisse dans le cadre du CPEA, notamment le débat initié par la Suisse sur les entreprises militaires et de sécurité privées, ainsi que la présidence suisse de l'OSCE en 2014 et les formes possibles de coopération. La visite de travail s'est achevée par un échange de vues sur le positionnement en matière de politique de sécurité vis-à-vis de la Russie et sur la demande d'assistance de la Turquie dans le contexte de la situation en Syrie.

Le chef de l'armée suisse, le commandant de corps André Blattmann, a rencontré plusieurs représentants de haut rang de l'OTAN les 6 et 7 novembre 2012. Le premier jour, il s'est entretenu avec l'amiral James G. Stavridis, commandant suprême des forces alliées et commandant des troupes américaines en Europe, sur la participation de l'armée suisse à la mission KFOR et sur les développements en cours quant à la mission de suivi de l'ISAF en Afghanistan, entretien suivi d'une visite de la Centrale de gestion intégrée des crises et des engagements au quartier général du Haut commandement des forces alliées, à Mons. Au programme du deuxième jour : une entrevue avec l'ambassadeur Brenngelmann et le général Knud Bartels, président du comité militaire de l'OTAN, au quartier général de l'OTAN à Bruxelles. Les discussions ont porté sur l'avenir du Partenariat et le développement des formats flexibles, ainsi que sur le développement des capacités de l'OTAN dans les domaines de la *Smart Defense*, de la défense antimissiles et de la cyberdéfense.

3. Coopération au sein du Partenariat pour la paix (PPP)

3.1 Coopération dans les domaines civils

3.1.1 Réforme du secteur de la sécurité et mise sur pied d'institutions de défense

En 2012, la Suisse a également contribué à la réalisation du plan d'action du Partenariat pour le développement d'institutions de défense (PAP-DIB). Ce plan appuie de manière ciblée les processus de réforme de la politique de sécurité dans les Etats d'Europe de l'Est et du Sud-Est, du Caucase du Sud et d'Asie centrale, le but étant de former des forces armées efficaces placées sous contrôle démocratique. La mise sur pied de structures transparentes et contrôlées démocratiquement dans le domaine de la sécurité et de la défense demeure une priorité du Partenariat. Le Centre pour le contrôle démocratique des forces armées - Genève (DCAF) est l'instrument principal avec lequel la Suisse soutient la concrétisation du PAP-DIB (voir 4.2).

La Suisse a en outre poursuivi ses efforts dans la lutte contre la corruption dans le domaine de la défense. La nouvelle phase de l'initiative lancée en 2010 continue de s'appuyer sur un fonds fiduciaire codirigé par la Suisse, la Grande-Bretagne, la Pologne et la Norvège. La contribution suisse se concentre sur quatre domaines : la mise à disposition d'un expert à plein temps au sein du groupe chargé de la mise en œuvre, responsable entre autres du développement des activités en Europe du Sud-Est, la traduction du manuel du DCAF accompagné de recommandations (en 2012, le manuel a été publié en arménien et en arabe), la mise à disposition de plusieurs experts du Centre de politique de sécurité, Genève (GCSP) pour des missions de conseil et des cours de formation, ainsi que l'octroi d'une aide financière.

La Suisse a par ailleurs soutenu l'échange d'opinions au sujet de la politique de sécurité au sein du Partenariat. Ainsi, le DFAE a contribué à l'organisation d'un forum de l'*Institute of World Policy* et du *Nato Liaison Office* en Ukraine sur le thème de la *Non-Block-Policy* ukrainienne dans le contexte européen. Parallèlement, le DFAE a soutenu le cours annuel du GCSP sur la politique de sécurité au Moyen-Orient et en Afrique du Nord en intégrant, à Berne, un module qui présentait la perspective de la Suisse sur la politique de sécurité internationale et les défis à venir au Moyen-Orient et dans le monde arabe.

Dans le cadre des efforts de stabilisation de la communauté internationale en Afghanistan et de l'instauration de structures étatiques dans le pays, le DFAE a organisé, à Bakou (Azerbaïdjan), pour la troisième fois, un cours sur les principes de l'Etat de droit et la bonne gouvernance à l'intention de membres civils du gouvernement afghan. Le cours a été organisé avec le GCSP et avec le soutien de la Finlande et de l'Azerbaïdjan.

Enfin, forte de son savoir-faire en la matière, la Suisse a contribué en 2012 également à la réforme des académies militaires en Arménie et en Moldavie. En Moldavie, un module de cours a déjà été dispensé par un expert du GCSP.

3.1.2 Droit international humanitaire

En 2012, la Suisse a poursuivi ses efforts pour sensibiliser le CPEA et le commandement opérationnel de l'OTAN à l'application de règles et standards pour les entreprises militaires et de sécurité privées. Le but est que les Etats CPEA appliquent les instruments développés par la Suisse (Document de Montreux et *Code de conduite international*⁸) et n'emploient plus que des entreprises qui respectent ces standards. Le 12 juin 2012, le thème a été abordé lors d'une rencontre des ambassadeurs CPEA. À l'issue des

⁸ Le Code de conduite international s'adresse aux entreprises de sécurité privées qui s'engagent en le signant à respecter les droits de l'homme et le droit international humanitaire dans le cadre de leurs activités.

discussions, d'autres Etats de l'OTAN ont adhéré au Document de Montreux. L'engagement de la Suisse a contribué à la décision de l'OTAN de rédiger une directive qui règle le recours à de telles entreprises dans des opérations de l'OTAN. La directive est valable pour tous les Etats qui participent à ces opérations, soit plus de 50 Etats sur cinq continents. Finalement, l'OTAN prévoit d'adhérer au Document de Montreux en tant qu'organisation.

Par ailleurs, la Suisse a poursuivi son engagement en faveur de la formation en droit international humanitaire (voir aussi 5.1).

3.1.3 Participation de la Suisse au Fonds d'affectation spéciale

Le Fonds d'affectation spéciale PPP (*PfP Trust Fund*) est un mécanisme mis en place par l'OTAN pour soutenir les Etats du Partenariat dans leurs programmes de destruction des mines antipersonnel, d'armes légères, d'armes de petit calibre et de munitions conventionnelles, ainsi que la sécurisation des dépôts d'armes et de munitions et la démobilisation des membres de l'armée. Depuis 2007, le programme a été étendu à la lutte contre la corruption dans le domaine de la défense.

Le projet du Fonds d'affectation spéciale PPP en Jordanie, que la Suisse codirige depuis 2007 avec l'Espagne et la Norvège, avait été mené à terme avec succès en 2011. Afin de pérenniser le projet, la Suisse a fourni en 2012 aux forces armées jordaniennes du matériel supplémentaire pour des appareils d'analyse (testeurs de stabilité sous vide, VST) ainsi qu'une répétition de la formation à son utilisation. Les forces armées jordaniennes sont ainsi en mesure d'utiliser les VST dans les règles de l'art et de donner elles-mêmes l'instruction ad hoc.

Pendant l'année sous revue, la Suisse a cofinancé un projet visant à sécuriser des dépôts de munition et de destruction de munitions surnuméraires au Tadjikistan, un projet de destruction de munitions et de sécurisation de dépôts d'armes et de munition en Mauritanie, ainsi qu'un projet d'élimination de sources radioactives sur d'anciens sites militaires soviétiques en Ukraine.

Dans son rôle de co-directrice, la Suisse a continué d'accompagner la mise en œuvre du Fonds d'affectation spéciale dans le domaine de la lutte contre la corruption (voir aussi 3.1.1).

3.1.4 Planification civile en cas d'urgence

La priorité de la planification civile en cas d'urgence a été, en 2012 également, de soutenir les compétences civiles en faveur des opérations militaires. Partant des besoins opérationnels de l'OTAN, l'approche globale (*Comprehensive Approach*) vise la mise à contribution de tous les moyens militaires et civils requis pour atteindre les objectifs politiques et militaires. C'est dans le même ordre d'idées qu'il faut comprendre les efforts de l'OTAN de se profiler en tant qu'actrice dans la reconstruction, notamment dans le domaine de la réforme du secteur de la sécurité. Cette réorientation s'est répercutée sur les travaux des groupes civils de planification. Le Centre euro-atlantique de coordination des réactions en cas de catastrophe (EADRCC), qui s'occupe des tâches traditionnelles de la planification civile d'urgence, continue de jouer un rôle important. Le centre s'occupe également de la préparation à l'engagement et de l'entraînement. Il organise des exercices de plans civils d'urgence sur des thématiques diverses, en collaboration avec les pays hôtes. Vu ces nouvelles priorités, le plan d'action sur la protection de la population civile en cas d'événements NBC a été relégué au second plan. Hormis ce plan d'action, l'autre intérêt prépondérant de la Suisse concernait l'échange d'informations au sujet de la protection d'infrastructures sensibles. Un séminaire mené à la fin de l'année a permis de dégager des pistes concernant le repositionnement de l'OTAN dans la planification des cas d'urgence civile. Il revient à l'OTAN et à ses partenaires de relever ce défi.

Pendant l'année sous revue, la Suisse s'est engagée dans le domaine de la protection NBC à la demande de l'EADRCC. Dans ce domaine également, il revient au délégué à l'aide humanitaire de définir la participation suisse. Le travail de l'expert du laboratoire de Spiez a été fort apprécié. Le projet COMPASS (*Comprehensive Approach Specialist Support Program*), initié par le secrétariat international et qui est ouvert également aux partenaires, vise l'engagement coordonné de compétences et de moyens civils. L'aide humanitaire de la DDC continuera de mettre à disposition son expertise en cas de catastrophe sur demande de l'OTAN, mais ne prendra pas part à COMPASS pour l'heure. La participation à de tels groupes s'est toujours faite en fonction des besoins et des possibilités des services compétents.

Le DDPS et l'Office fédéral de l'approvisionnement économique du pays (OFAE) ont siégé dans le *Joint Health, Agriculture and Food Group* (JHAFG). Faute de thèmes importants relevant de son domaine d'action, l'OFAE suspend temporairement sa participation à ce groupe.

La sécurité de l'approvisionnement et la protection des infrastructures critiques dans le domaine de l'énergie sont les deux priorités de l'*Industrial Resources and Communications Services Group* (IRCSG). L'IRCSG a fourni à l'OSCE sa documentation sur les bonnes pratiques concernant la protection d'infrastructures critiques dans le domaine de l'énergie. L'OSCE prévoit de publier un manuel ad hoc au printemps 2013, ouvrage auquel la Suisse a participé activement. Comme l'IRCSG n'avait pas encore de nouveau président pour le secteur industrie, le représentant suisse a été invité à présenter les travaux du groupe partiel lors de la rencontre du *Civil Emergency Planning Committee* (CEPC). A l'occasion de la séance plénière, en novembre, il a été question entre autres de l'ouragan Sandy (octobre 2012), avec des présentations et un premier bilan des leçons à tirer de la gestion de cette catastrophe. Les interdépendances entre les domaines énergie et TI sont ressorties clairement de l'analyse. L'IRCSG continuera de traiter ces aspects et les approfondira.

3.1.5 Coopération dans le cadre de la gestion des crises

Pendant l'année du rapport, l'OTAN a poursuivi ses efforts visant à renforcer la coopération avec ses partenaires, des organisations internationales et des acteurs locaux dans le domaine de la gestion des crises. A cet effet, elle a établi des services de liaison tant dans son quartier général que dans les quartiers généraux militaires chargés de favoriser les échanges avec les acteurs civils dans le domaine opérationnel.

Pour améliorer ses propres capacités et compétences, la Suisse prend part à des exercices de gestion des crises intégrant les aspects civils et militaires. Pendant l'année sous revue, un tel exercice multinational de gestion des crises a eu lieu une nouvelle fois (CMX 12). Une participation de la Suisse n'entraîne pas en ligne de compte, car l'exercice était fondé sur un scénario de défense collective. Les *Cyber Coalition Exercises 2012*, partiellement intégrés au scénario du CMX 12, se sont déroulés entre le 12 et le 15 novembre, se chevauchant en partie. La *Cyber Coalition* consiste en une série d'exercices dans le domaine de la cyber-défense de l'OTAN. Depuis 2008, l'OTAN permet à chaque fois à plusieurs partenaires d'y participer.

En 2012, 18 pays alliés et 3 pays non membres (Autriche, Finlande et Suède) ont participé à l'exercice de la *Cyber Coalition*. La Suisse et six autres pays, ainsi que des représentants de l'UE, y ont assisté en tant qu'observateurs. Il en est ressorti qu'une participation active à l'exercice serait intéressante pour la Suisse.

Avec l'importance croissante des cyber-menaces, l'OTAN a mis au point une cellule d'évaluation des cyber-menaces (*Cyber Threat Assessment Cell*, CTAC). Les délégations nationales au quartier général de l'OTAN sont régulièrement informées des travaux de cette cellule.

3.1.6 Autres activités civiles

Le DFAE a fourni plusieurs contributions au débat international sur la politique de sécurité. Des tables rondes ont eu lieu en juin à Chambésy sur la sécurité euro-atlantique et en septembre à Zermatt sur la sécurité dans l'espace Asie-Pacifique. Le DFAE a par ailleurs soutenu, conjointement avec les Pays-Bas, une conférence régionale organisée par le DCAF en Tunisie dans le but de développer la politique de sécurité nationale en Afrique du Nord.

Dans le cadre de la lutte contre le terrorisme et sur la toile de fond d'actions terroristes fomentées dans le Nord et l'Ouest de l'Afrique, le DFAE a soutenu une filière de formation sur la lutte contre le financement d'activités terroristes en collaboration avec la ville de Genève.

Concernant la sécurité des réseaux informatiques, l'OTAN a poursuivi le dialogue avec quelques Etats partenaires (Australie, Autriche, Finlande, Irlande, Nouvelle-Zélande, Suède et Suisse) afin d'examiner le potentiel de coopération dans ce domaine.

Par ailleurs, la Mission suisse auprès de l'OTAN, à Bruxelles, a organisé neuf séances d'information sur le rôle de la Suisse au sein du CPEA et du PPP à l'attention d'étudiants universitaires, de conseillers d'Etat cantonaux et de membres des gouvernements cantonaux. On observe une demande croissante pour ce type de séances d'informations.

Conjointement avec le GCSP, la Mission suisse près de l'OTAN a organisé deux tables rondes informelles au quartier général de l'OTAN à Bruxelles. La première, destinée aux représentants du secrétariat international, a traité des possibilités de coopération avec les Etats du Dialogue méditerranéen concernant la réforme du secteur de la sécurité ; la deuxième, ouverte aux délégations et missions des Etats alliés et partenaires, a porté sur des questions de désarmement et de défense antimissiles. Par ailleurs, à l'occasion de la présentation de la version arabe du manuel sur la lutte contre la corruption et la promotion de l'intégrité dans le secteur de la défense, la mission et le DCAF ont organisé une autre table ronde dans un format similaire sur le thème de la lutte contre la corruption.

3.2 Coopération dans les domaines militaires

3.2.1 Développement des forces armées et standardisation

L'armée utilise l'échange de connaissances et d'expériences au sein des groupes de travail dans le cadre du PPP pour le maintien et le développement des compétences et capacités. L'armée profite également des connaissances des partenaires sur la doctrine et les procédures d'engagement, ainsi que sur les exigences posées au matériel, à la formation, au personnel et à l'organisation dans le cadre d'un engagement. La participation active dans les groupes de travail permet aussi de faire valoir les intérêts de l'armée dans les processus de développement des capacités et de standardisation de l'OTAN. Dans ce contexte, l'armée suisse a accueilli, en 2012 également, plusieurs conférences et séminaires, notamment sur la standardisation des supports de formation, des programmes d'apprentissage et des simulations.

Le Partenariat pour la paix PPP est la plate-forme centrale pour les parties de l'armée qui doivent travailler ensemble à l'échelon international et être en mesure de le faire (p. ex. Forces aériennes, SWISSINT). Tant le rapport 2010 sur la politique de sécurité que le rapport 2010 sur l'armée retiennent que la capacité des armées de coopérer entre elles (interopérabilité) est un moyen d'améliorer l'efficacité. Des moyens interopérables et des procédures harmonisées sont indispensables pour une coopération efficace en cas d'événement. D'où l'importance que l'armée participe à l'élaboration et au développement de normes correspondantes. Cela lui permet d'avoir accès à des standards en matière de doctrine, de matériel et d'engagement, qu'elle devrait sinon développer elle-même avec ses propres moyens ou, si tant est que la chose soit possible, les acheter à d'autres organes de standardisation. La poursuite du processus de planification et de vérification (*Planning and Review Process, PARP*) va dans le même sens. Lors des entretiens entre

l'OTAN et la Suisse, des objectifs de coopération ont été définis, qui sont en phase avec les développements actuels dans les domaines de la politique suisse de sécurité et de la réforme de l'armée.

Comme autre moyen de favoriser la coopération militaire et le partage de connaissances et d'expériences, l'armée suisse a détaché temporairement deux représentants auprès des quartiers généraux et institutions de l'OTAN : un officier auprès du quartier général de stratégie militaire *Allied Command Operations (ACO)*, à Mons en Belgique, et un sous-officier supérieur auprès de l'école de l'OTAN, à Oberammergau en Allemagne.

3.2.2 Coopération en matière de formation

S'agissant de la coopération multilatérale en matière de formation, l'armée s'intéresse à l'échange de savoirs et d'expériences ainsi qu'à l'interopérabilité dans des domaines spécifiques. Les cours et modules proposés par le Partenariat sont utilisés principalement pour la formation continue du personnel professionnel et pour la formation militaire de spécialistes. Les exercices offrent la possibilité de tester les propres compétences et capacités, p. ex. de contrôler des processus de conduite et de travail des états-majors, la doctrine et les procédures d'engagement, ainsi que les moyens techniques et l'interopérabilité. Cependant, en 2012, l'armée a utilisé ces exercices en priorité pour enrichir sa propre expérience et améliorer sa capacité de coopérer dans des engagements de promotion de la paix, et en partie seulement pour contrôler l'état de sa disponibilité.

En avril, les forces armées suédoises ont organisé l'exercice annuel *Combined Joint Staff Exercise* à Enköping, auquel la Suisse, représentée par des officiers supérieurs, participe régulièrement. L'exercice permet d'entraîner des processus de conduite et d'état-major dans une opération de maintien de la paix inter-armées. En 2012, 14 officiers suisses ont pris part à cet important exercice.

L'armée suisse a organisé 25 cours d'instruction PPP (voir tableau 5.1). Les cours ont porté principalement sur l'instruction alpine, la formation à la conduite pour sous-officiers supérieurs, le droit international des conflits armés, la coopération entre organes civils et organes militaires, le déminage humanitaire et la formation à la communication. Dans la mesure du possible, les cadres sont instruits selon le principe « train the trainer ».

Concernant l'instruction des cadres, l'armée suisse participe activement à la rencontre annuelle des commandants des centres d'instruction du PPP (*Partnership Training and Education Centres, PTEC*) conjointement avec le GCSP. A la fois forum et réseau, cette rencontre permet d'échanger des informations et de partager des expériences dans le domaine de l'instruction.

En collaboration avec le GCSP, la Suisse a organisé, pour la quatrième fois, l'*Annual Senior Officers' Security and Law Conference*. Cette conférence met l'accent sur la collaboration coordonnée entre organisations militaires, civiles et humanitaires lors de missions complexes.

Dans le domaine des armes légères, des armes de petit calibre et des munitions conventionnelles, la Suisse a mis cette année encore des instructeurs à la disposition de l'école de l'OTAN à Oberammergau (D) pour donner des cours sur la gestion et la sécurité des stocks. Mis au point en Suisse, ces cours sont organisés chaque année depuis 2006. Le cours SALW (*Small Arms and Light Weapons Implementation Course*) fournit des bases théoriques et pratiques et s'adresse au personnel technique des centres de vérification des quelque 15 Etats (y compris la Suisse) affiliés au *Multinational Small Arms and Ammunition Group (MSAG)*.

3.2.3 Recherche et développement technique en armement

L'échange d'informations et d'expériences sur la recherche et la technologie permet de se faire une vue d'ensemble des priorités des armées occidentales concernant les technolo-

gies futures en matière militaire. Le transfert de savoir multilatéral favorise en outre le développement des compétences pour l'évaluation et la reconnaissance précoce des technologies. Ces compétences renforcent à leur tour l'expertise d'armasuisse et réduisent les risques en matière de stratégie et de planification.

Un représentant d'armasuisse est présent pour défendre les intérêts du chef de l'armement auprès de la Conférence des Directeurs nationaux de l'armement (CNAD) à la Mission suisse auprès de l'OTAN, à Bruxelles. D'autres représentants d'armasuisse actifs dans le domaine de compétence de l'acquisition siègent dans des comités techniques de l'OTAN dans le cadre de projets nationaux concernant l'armement. En outre, armasuisse entretient des rapports avec l'Agence d'entretien et d'approvisionnement de l'OTAN (*Nato Support Agency*, NSP) à Capellen, Luxembourg, et prend part aux programmes *Stinger* et *Amraam* du Partenariat. Le domaine de compétence Science et Technologie (Sci+T) d'armasuisse est représenté dans des groupes de travail de la *Nato Science and Technology Organisation*. Les connaissances acquises dans ces organes sont utiles pour la recherche dans le domaine de la sécurité. Avec le soutien d'armasuisse, l'industrie suisse a participé à une exposition de matériel organisée par l'OTAN et à la conférence du groupe des conseillers en matière d'industrie de l'OTAN (*Nato Industrial Advisory Group*) à Riga, en octobre. En novembre, le suppléant du chef de l'armement a pris part à la conférence annuelle des directeurs nationaux de l'armement.

4. Activités des centres de Genève et du Centre de recherche sur la politique de sécurité de l'EPF de Zurich

4.1 Centre de politique de sécurité, Genève

Le Centre de politique de sécurité, Genève (GCSP) est un des deux centres d'entraînement PPP (PTEC) certifiés de Suisse. Son offre de cours comporte le cours d'instruction de neuf mois sur la politique internationale de sécurité, le cours de trois mois sur la politique européenne de sécurité et le cours de trois mois sur les nouveaux défis de la politique de sécurité. Tous ces cours sont également proposés aux délégués des Etats membres de l'OTAN, du CPEA et du Dialogue méditerranéen. Le centre propose par ailleurs plusieurs cours de courte durée, à Genève ou ailleurs, pour répondre à des besoins spécifiques en matière d'instruction.

Le GCSP soutient l'initiative du PPP qui vise à promouvoir la transparence et à lutter contre la corruption dans le domaine de la défense. En 2012, plusieurs cours et séminaires ont été organisés, dont deux avec la participation du centre. Le GCSP a en outre pris part à trois conférences sur la même thématique.

Le cours annuel PPP, organisé par le GCSP à l'intention des officiers généraux (*Annual Senior Officers' Seminar ASOS*), s'est tenu pour la cinquième fois à Genève.

En tant que PTEC, le GCSP défend aussi ses intérêts au sein du groupe des centres d'entraînement certifiés du PPP. Dans ce contexte, il soutient le *Peace Operations Training Centre* à Sarajevo, qui a été certifié comme centre d'entraînement national et régional. Le GCSP a pris une part active dans différents groupes de travail au sein du *PfP Consortium of Defence Academies and Security Studies Institutes* (Consortium PPP), et a notamment assuré la co-présidence du nouveau groupe de travail chargé de traiter les défis à venir en matière de sécurité (*Emerging Security Challenges*).

En concertation avec la Mission suisse à Bruxelles, le GCSP a organisé le séminaire *Towards the Chicago Summit : Contributions to the Disarmament Agenda* et y a détaché plusieurs experts. Le premier *Functional Clearing House on Defense Education* à Bruxelles a profité de l'expertise d'un spécialiste du GCSP (voir aussi 3.1.6).

De plus amples informations sont disponibles sous www.gcsp.ch.

4.2 Centre pour le contrôle démocratique des forces armées - Genève

En 2010, le Centre pour le contrôle démocratique des forces armées - Genève (DCAF) a publié un manuel sur la lutte contre la corruption et la promotion de l'intégrité dans le secteur de la défense, financé par le fonds d'affectation spéciale PPP correspondant. Pendant l'année sous revue, ce manuel a été traduit en arabe. Il est donc aujourd'hui disponible en anglais, russe, ukrainien, arabe et arménien. La traduction en géorgien et en roumain est en cours. Parallèlement, des séminaires de développement des capacités ont été proposés dans les régions linguistiques correspondantes. Depuis 2012, le DCAF soutient également des programmes d'auto-évaluation en Europe du Sud-Est.

La contribution du DCAF au plan d'action du Partenariat pour le développement d'institutions de défense démocratiques transparentes et efficaces (PAP-DIB) a été complétée par la traduction en français du manuel *Essentials of Defence Institution-Building*. Ce manuel peut donc être désormais utilisé en Afrique du Nord et dans d'autres Etats francophones.

Au niveau opérationnel, le DCAF a continué en 2012 d'apporter son soutien à la réforme de la défense en Ukraine avec une série de projets dans le cadre du PPP. Il a participé à une évaluation de la *Strategic Defence Review* via un forum public et soutenu la réforme

du service de renseignement avec le programme « Gestion de la sécurité dans l'Etat démocratique ». La traduction de lois-modèles de démocraties occidentales aide le parlement ukrainien dans son travail. Le recueil de lois sur le secteur de la sécurité, que le DCAF publie sporadiquement depuis 2005, a été mis à jour et réédité (en raison de la forte demande, 2^e édition en décembre 2012, financée par l'OTAN). La coopération avec l'Académie ukrainienne de la défense s'est poursuivie, comme aussi la gestion conjointe du site Internet, sur lequel figurent des ouvrages en ukrainien et en russe sur le processus de démocratisation (y compris des cours sur le développement des capacités), à disposition d'utilisateurs de tous les pays de l'ex-Union soviétique, et complété par un blog sur les développements actuels dans le secteur de la sécurité en Ukraine et dans les pays de l'ex-URSS. La collaboration avec la société civile a été renforcée, entre autres par la co-organisation du *Kiev Security Forum* et des contributions à des conférences sur la protection de la population et la neutralité.

Une documentation sur la coopération en matière de sécurité et de développement en Asie centrale a été élaborée en collaboration avec des experts de la région. Une série de séminaires sur la gouvernance de la sécurité dans les Etats démocratiques a été organisée au Kirghizistan, premier Etat d'Asie centrale à accéder en 2011 au Conseil de fondation du DCAF, suivi par le Kazakhstan en 2012 (avec statut d'observateur). Par ailleurs, le DCAF a cofinancé des séminaires sur la réforme du secteur de la sécurité en Moldavie, Arménie, Azerbaïdjan et Géorgie, et proposé un programme de formation sur les droits de l'homme et les droits civils, toujours dans le secteur de la sécurité, au Tadjikistan. Des experts du DCAF ont analysé la législation relative au secteur de la sécurité du Kirghizistan et du Tadjikistan ; les résultats ont été présentés aux deux parlements. Le DCAF a en outre contribué à l'organisation de la conférence régionale des ombudsmen, convoquée à Bishkek par l'ombudsman kirghize des droits de l'homme. Grâce à l'appui financier du DDPS, des représentants d'Arménie, du Kirghizistan et du Tadjikistan ont pu être invités à Ottawa à l'assemblée annuelle de l'association des ombudsmen dans le secteur de la sécurité.

Le DCAF entretient des contacts professionnels avec les parlements de différents Etats d'Asie centrale (y compris l'Afghanistan). Dans le cadre de ces contacts, il a pu remettre des exemplaires du manuel du DCAF sur le contrôle parlementaire du secteur de la défense et de la sécurité qui a été traduit dans la langue du pays concerné. Le manuel a été réédité en géorgien, kazakhe, kirghize et tadjike.

Dans le cadre du *PfP Consortium of Defence Academies and Security Studies Institutes* (Consortium PPP), le DCAF dirige le groupe de travail sur la réforme du secteur de la sécurité. En 2012, le DCAF a organisé un séminaire sur la formation de genre à l'armée à l'école de l'OTAN à Oberammergau. Au programme : l'échange de bonnes pratiques et le développement de modules de cours dans les domaines genre et sécurité/défense, et intégration de la résolution 1325 du Conseil de sécurité de l'ONU dans la formation militaire. Le séminaire a débouché sur la formation d'un sous-groupe, qui a élaboré deux nouveaux cours en ligne sous la conduite de l'*Allied Command Transformation* (ACT) à Norfolk. Le DCAF a fourni la matière « civile ». Pendant l'année du rapport, plusieurs rencontres de travail ont eu lieu ; les cours seront achevés en 2013.

Le DCAF participe par ailleurs à l'élaboration d'un curriculum pour la formation de sous-officiers, afin d'intégrer la perspective du genre dès le début.

La conférence annuelle du Consortium PPP s'est tenue en juin à Tiflis (Géorgie). Le DCAF y a dirigé un panel sur le thème de la réforme du secteur de sécurité, qui a permis de traiter des droits de l'homme, des possibilités de participation des sociétés civiles et de questions relatives à la perspective genre à l'aide d'exemples. En tant que responsable des groupes de travail SSR, le DCAF a également participé aux réunions régulières des organes de pilotage.

Pendant l'année sous revue, le DCAF est resté à disposition du *Committee on Gender Perspectives* (NCGP) de l'OTAN pour d'avantage d'informations.

De plus amples informations sont disponibles sous www.dcaf.ch.

L'Assemblée parlementaire de l'OTAN, le DCAF et la Suisse

L'Assemblée parlementaire de l'OTAN (AP-OTAN) est une organisation interparlementaire actuellement composée de législateurs des 28 Etats membres de l'OTAN et de 14 pays associés, y compris la Suisse. L'AP-OTAN et l'OTAN sont entièrement indépendantes l'une de l'autre sur les plans juridique, financier et administratif. Constituée principalement de cinq commissions, l'Assemblée a une fonction exclusivement consultative, mais elle a développé ces dernières années des relations de travail étroites avec l'Alliance au niveau parlementaire.

L'AP-OTAN collabore avec le DCAF dans le cadre de l'un de ses nouveaux objectifs : mise en place des mécanismes, des pratiques et des compétences parlementaires indispensables à l'exercice d'un véritable contrôle démocratique des forces armées. En 2012, une série de séminaires sur les différents aspects des relations entre le domaine civil et le domaine militaire a été une nouvelle fois organisée avec des représentants parlementaires d'Etats de l'ancienne Union soviétique et des Balkans. Le manuel commun sur le contrôle du secteur de la sécurité a été réédité en anglais, ukrainien et russe.

La Suisse est membre associé de l'AP-OTAN depuis 1999. A ce titre, la délégation suisse composée de deux conseillers nationaux et de deux conseillers aux Etats (en règle générale le président et le vice-président de la Commission de la politique de sécurité de chacun des deux Conseils) peut prendre part à pratiquement tous les travaux des commissions et séminaires, ainsi qu'au Dialogue méditerranéen et aux sessions plénières (sans droit de vote et d'éligibilité).

4.3 Centre de recherche sur la politique de sécurité de l'EPFZ

L'*International Relations and Security Network (ISN)*, réseau administré par le Centre de recherche sur la politique de sécurité de l'EPFZ (*Center for Security Studies, CSS*), a fourni en 2012 une série de contributions en faveur des pays du CPEA/PPP.

Dans le domaine de l'apprentissage en ligne, l'ISN s'est concentré sur la recherche et plus spécialement sur le *Mobile Learning* avec des tablettes PC et des Smartphones. Cette forme d'apprentissage présente un immense potentiel vu la tendance aux appareils mobiles. En outre, elle revêt une importance particulière pour les activités de formation au niveau international à cause de la diffusion croissante de réseaux de données mobiles et de Smartphones, aussi dans les pays en développement : là encore, l'apprentissage en ligne mobile permet à une large couche de la population d'accéder à des offres de formation dont elles étaient auparavant exclues, faute de connexion Internet et de PC. Pour soutenir le *Mobile Learning*, l'ISN a développé une application pour Smartphones en tant qu'élément du système d'enseignement « open source » ILIAS, largement répandu dans les pays du PPP. Cette application disponible pour les principaux systèmes d'exploitation permet d'apprendre à l'aide de fiches dont les contenus sont élaborés avec les instruments actuels d'ILIAS. Avec son introduction dans le cadre de la conférence de l'*Advanced Distributed Learning Working Group (ADL-WG)* du Consortium PPP, les membres disposent depuis fin 2012 d'un outil concret pour l'apprentissage mobile en ligne, sans qu'il soit nécessaire d'apprendre de nouveaux outils de production.

Gérée par l'ISN, la plateforme didactique du Consortium PPP a été fortement sollicitée, avec quelque 45'300 utilisateurs enregistrés. Les cours qui y sont proposés ont été utilisés entre autres par les centres d'entraînement du PPP, les centres de Genève, des armées nationales et l'école suisse des sous-officiers de carrière dans le contexte de cours internationaux. « Introduction to NATO » est une première offre de cours pour Smartphones disponible sur la plateforme. Avec son engagement dans l'ADL-WG, l'ISN a contribué une nouvelle fois au Consortium PPP pour la Suisse. Grâce à ses propres activités d'enseignement mobile et en ligne et à l'échange technique avec des organisations partenaires, l'ISN justifie d'un vaste savoir-faire concernant l'emploi de

technologies modernes dans l'instruction militaire et pour la formation en matière de politique de sécurité. L'ISN a transmis ce savoir, en 2012 également, dans le cadre de plusieurs activités de formation et de coaching internationales en faveur du Consortium PPP et de l'*Allied Command Transformation* (ACT). L'ISN a en outre réalisé un projet de recherche d'envergure sur les nouvelles technologies d'apprentissage en ligne, dont les premiers résultats ont déjà été présentés.

La bibliothèque numérique en ligne de l'ISN, une des plus riches collections au monde de données librement accessibles dans le domaine des relations internationales et de la politique de sécurité, a étendu son catalogue qui inclut à ce jour environ 60'000 publications. La bibliothèque comprend des livres plein texte, des documents de travail, des rapports gouvernementaux, des articles de presse et des synthèses politiques de quelque 190 institutions partenaires. Cette vaste documentation est également à disposition des Etats de l'OTAN et des partenaires.

Le site Internet de l'ISN a été adapté aux nouveaux médias et son accessibilité améliorée. L'aménagement des contenus selon un plan éditorial, commencé l'année précédente, avec l'intégration d'éléments multimédias a été intensifié. L'offre multimédia comprend déjà 500 vidéos et podcasts audio. En collaboration avec des experts et partenaires internationaux, l'ISN a publié près de 550 analyses de fond et entrevues, dans différents formats, plus récemment aussi des blogs. Enfin, l'ISN a lancé des mesures pour développer le travail de communauté.

L'ISN a organisé toute une série de rencontres académiques pour des experts dans le domaine des relations internationales, avec la collaboration de représentants du CSS et des ambassadeurs d'autres pays. Une sélection de contributions a été mise à la disposition d'un plus large public via la bibliothèque numérique de l'ISN. Mentionnons à titre d'exemple l'atelier de trois jours sur le thème du maintien de la paix en Afrique.

De plus amples informations sont disponibles sous www.isn.ethz.ch.

5. Annexe

5.1 Cours d'instruction du PPP en Suisse

Cours	Organisation / réalisation	Participants / nations
<p>PPP/UN-CMCoord Special Course for OCHA Humanitarian Affairs Officers (HAO)</p> <p>Le cours s'adressait principalement aux <i>Humanitarian Affairs Officers</i> de l'UN OCHA en mission en Afrique. Il visait à informer dans le domaine de la coordination civile-militaire et à relever l'effectif de base de <i>CMCoord Officers</i> dans les divers bureaux UN OCHA sur place.</p>	DDPS/UN OCHA	17/13
<p>PPP/3rd UN-CMCoord Training of Trainers Course (ToT)</p> <p>Le but du UN-CMCoord ToT Course organisé pour la 3^e fois au niveau mondial était de former de nouveaux modérateurs (<i>facilitators</i>) et directeurs de cours (<i>course directors</i>), qui seront à l'avenir chargés d'organiser des cours UN-CMCoord d'après le nouveau concept à 3 phases.</p>	DDPS/UN OCHA	13/12
<p>CWMC – « Combined Winter Mountain Course » Basic and Advanced</p> <p>Cours alpin d'hiver de 2x12 jours (Basic and Advanced) combinant les cours WMC – « Winter Mountain Course » et AVC – « Avalanche Course » donnés auparavant.</p>	DDPS	Basic 14/5 Adv. 8/4
<p>CSMC – « Combined Summer Mountain Course »</p> <p>Cours alpin d'été de 2x12 jours (Basic and Advanced), combinant les cours SMC – « Summer Mountain Training Course » et MSRC – « Mountain Search and Rescue Course » donnés auparavant.</p>	DDPS	Basic 14/5 Adv. 19/6
<p>COMCA BC – « Media and Communications Training - Basic Course »</p> <p>Cours de base destiné aux officiers et collaborateurs civils pressentis pour travailler comme <i>Public Affairs/Press and Information Officers</i>. Ils y apprennent à planifier, organiser et évaluer correctement des séances d'information à l'intention des médias dans des conditions difficiles, telles qu'elles se produisent lors d'opérations de soutien à la paix ou lors d'engagements d'aide en cas de catastrophe.</p>	DDPS	9/8
<p>COMCA AC – « Media and Communications Training - Advanced Course »</p> <p>Cours avancé destiné aux officiers et collaborateurs civils déjà engagés comme <i>Public Affairs/Press and Information Officer</i> et pressentis pour occuper une fonction supérieure. Ils y apprennent à conseiller et guider les commandants dans la planification, l'organisation et l'évaluation de séances d'information à l'intention des médias dans des conditions difficiles.</p>	DDPS	18/11
<p>ICPSO – «Introductory Course Peace Support Operations»</p> <ul style="list-style-type: none"> - PSO Peace Support Operations - IOE - Interacting Operational Environment - BST - Basic Security Training <p>Cours de base de 15 jours pour l'engagement en faveur de la paix, qui vise à donner aux participants les principaux instruments et compétences et les préparer aux défis du travail sur le terrain. Les modules peuvent être pris individuellement en fonction du niveau de formation.</p>	DDPS	51/9 (avril) 42/7 (oct.)

Cours	Organisation / réalisation	Participants / nations
<p>NCO Interm LS – « Non-Commissioned Officers Intermediate Leadership Course » (2 cours)</p> <p>Cours avancé pour sous-officiers supérieurs. Les participants apprennent à prendre les commandes à l'échelon de l'unité multinationale, à épauler et à conseiller leur supérieur, à promouvoir l'éthique dans le cadre militaire. Ils améliorent leurs propres capacités de conduite et de communication</p>	DDPS	28/12 (mars) 30/15 (juillet)
<p>NCO Adv LS – « Non-Commissioned Officers Advanced Leadership Course » (2 cours)</p> <p>Cours avancé pour sous-officiers supérieurs. Les participants apprennent à prendre les commandes, à épauler leur commandant à l'échelon de la brigade multinationale, à mettre en place et à gérer un système de conseil dans un contexte international, à améliorer leurs propres capacités de communication et à promouvoir l'éthique dans le cadre militaire.</p>	DDPS	26/9 (janvier) 28/12 (oct)
<p>IMSMA Advanced – « Introduction to the Information Management System for Mine Action »</p> <p>Les participants approfondissent leur savoir en matière de banques de données nationales ou régionales sur le problème des mines et de l'élimination des moyens de combat. Ils apprennent à analyser et interpréter les situations et à utiliser le GIS (<i>Geographic Information System</i>).</p>	DDPS, GICHD	13/11
<p>EMAP « Evaluation on Mine Action Projects »</p> <p>Le but du cours est de former les participants (collaborateurs d'autorités nationales de déminage, officiers ONU et responsables d'Etats donateurs, représentants des départements de la défense et des affaires étrangères) dans le domaine de l'évaluation, afin de les habiliter à faire eux-mêmes des évaluations. Au terme du cours, les participants sont capables d'évaluer des propositions de projets sous leur propre régie.</p>	DDPS/GICHD	24/17
<p>HUMAM « Humanitarian Mine Action and the Military »</p> <p>Cours d'introduction sur le déminage humanitaire (« five pillars of mine action ») destiné aux officiers, sous-officiers et collaborateurs civils dans les départements de la défense, en charge des actions de déminage humanitaire ou pressentis pour une mission de maintien de la paix.</p>	DDPS/GICHD	14/11
<p>SUNMOC – « Training Course for Military Observers for UN and OSCE Missions »</p> <p>Cours d'introduction pour futurs observateurs dans le cadre d'engagements de l'ONU. Outre la connaissance des structures internationales, ce cours vise à améliorer l'aptitude à communiquer et à gérer des problèmes de sécurité et avec les médias.</p>	DDPS	38/12
<p>MILMED « Course on International Law of Armed Conflict for Medical Officers and Young Military Doctors », « Law of Armed Conflict »</p> <p>Cours sur les principes du droit international des gens en temps de guerre à l'attention des médecins et du personnel médical, qui met l'accent sur leur responsabilité particulière. Des problèmes et défis actuels dans ce domaine sont analysés et des solutions cherchées. L'objectif est de motiver les participants à promouvoir l'enseignement du droit international des conflits armés dans leur pays.</p>	DDPS	Basic 41/19 Adv. 8/5

Cours	Organisation / réalisation	Participants / nations
<p>Swiss Security Sector Reform (SSR) Level 2-Course</p> <p>Ce cours traite de manière approfondie les thèmes suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • contexte SSR (p. ex. responsabilité locale, responsabilité et efficacité, gouvernance du secteur sécurité) ; • composantes du secteur sécurité (p. ex. réformes policières, Etats de droit, réformes défense) ; • processus SSR (p. ex. estimations, évaluations) ; • thèmes transversaux (p. ex. genre, conscience culturelle, société civile, acteurs non étatiques) ; • soft skills and tools (p. ex. négociations, coordination, analyse des groupes d'intérêt). 	DDPS	14/9
<p>ETC 16 – « Training Course in European Security Policy »</p> <p>Cours annuel de trois mois consacré aux questions de sécurité euro-atlantique. Il s'adresse à des personnes confrontées professionnellement aux questions de politique de sécurité et qui travaillent dans un contexte international. Proposé dans le cadre du PPP, il est également ouvert aux participants d'autres Etats.</p>	GCSP	22/21
<p>ITC 26 – « International Course in Security Policy »</p> <p>Cours annuel de neuf mois consacré aux questions de sécurité régionale et mondiale. Il s'adresse à des personnes confrontées professionnellement aux questions de politique de sécurité et qui travaillent dans un contexte international. Proposé dans le cadre du PPP, il est également ouvert aux participants d'autres Etats.</p>	GCSP	30/25
<p>NISC 13 – « New Issues in Security Course »</p> <p>Cours annuel de trois mois sur les défis actuels et futurs de la sécurité globale, qui s'adresse à des personnes confrontées professionnellement aux questions de politique de sécurité et qui travaillent dans un contexte international. Proposé dans le cadre du PPP, il est également ouvert aux participants d'autres Etats.</p>	GCSP	24/23
<p>Annual Senior Officers' Security and Law Conference, Genève</p> <p>Conférence annuelle de trois jours pour officiers généraux et spécialistes du droit, consacrée à des questions en lien avec l'approche globale de missions multidimensionnelles.</p>	GCSP	37/21
<p>Annual Senior Officers' Seminar (ASOS), Genève</p> <p>Séminaire annuel de trois jours pour officiers généraux et cadres supérieurs des ministères de la défense.</p>	GCSP	35/26
<p>Defence Attaché Orientation Modules</p> <p>Séminaire annuel de 4-8 jours pour représentants des ministères de la défense engagés dans un contexte multilatéral. Proposé dans le cadre du PPP, à Genève et ailleurs, il est également ouvert aux participants d'autres Etats.</p>	GCSP	164/67
<p>3rd Baku Course for Afghan Officials : State and Nation Building in Transition</p> <p>Cours pour fonctionnaires afghans des ministères des affaires étrangères, de la justice et de l'intérieur, de l'<i>Afghanistan Independent Human Rights Commission</i>, du Ministère public et d'autres unités administratives nationales ou régionales, financé par l'ADA (Académie Diplomatique d'Azerbaïdjan, Baku), la Norvège, la Finlande et la Suisse. Le GCSP a contribué aux contenus et à l'organisation.</p>	GCSP/ADA	19/1

5.2 Autres manifestations

Manifestation	Organisation / réalisation	Participants / nations
Cooperative Development Team Training, Latina (Italie) Participation à un entraînement de trois jours pour les nouvelles équipes de production ADL. Utilisation du logiciel d'édition ILIAS SCORM et coaching d'ateliers.	ISN, OTAN, ACT	50/14
Ateliers ADL-WG, Conférence et « National ADL Day », Vienne (Autriche) Organisation et direction d'un atelier d'une journée, de la conférence de deux jours et d'une manifestation spéciale d'une demi-journée.	ISN, Consortium PPP	53/18
Participation d'experts du GCSP à deux cours de formation sur le PAP-DIB à Sarajevo « Building Integrity Course »	GCSP	73/5
14th Annual Middle East and North Africa Training Course on international security : New issues, Genève/Berne	DFAE, GCSP	15/14
Cours technique SALW, Thoune Cours destiné au personnel actif au niveau opérationnel dans les centres de vérification des Etats membres du <i>Multinational Small Arms and Ammunition Group</i> (MSAG). Il dispense des connaissances théoriques dans le cadre d'un exercice d'analyse en rapport avec la gestion et la sécurité des stocks d'armes légères, d'armes de petit calibre et de munitions conventionnelles.	DDPS	20/7
National Security Policy Development in North West Africa: Adapting to a Changing Context, Tunis	DFAE, DCAF	43/10
Zermatt Roundtable on Current Security Issues in the North Pacific Region, Zermatt	DFAE, GCSP	17/7
3rd Chambésy Roundtable on European Security, Chambésy	DFAE, GCSP	26/8
Training workshop on Anti-Money Laundering and Counter-Financing of Terrorism for North and West African States, Abuja	DFAE, GIABA, GCTF	41/20
Forum International : « Ukraine's Non-Bloc Policy in the European Context », Kiew	DFAE, IWP	135/14

5.3 Finances

Activités DDPS	Montant (en CHF)	Activités DFAE	Montant (en CHF)
Offres de la Suisse (cours, ateliers, etc.)	778'855	Offres de la Suisse (cours, ateliers, etc.)	269'261
Participation de la Suisse (cours, ateliers, etc.)	551'142	Participation de la Suisse (cours, ateliers, etc.)	528
Projets de coopération (fonds d'aff. spéc. PPP, instruction)	1'572'044	Projets de coopération (fonds d'aff. spéc. PPP, instruction)	290'000
Délégations (mission auprès l'OTAN à Bruxelles et militaires de carrière en poste à l'OTAN)	527'577		
Dépenses DDPS	3'424'618	Dépenses DFAE	559'789
Dépenses totales 2012			3'984'407

5.4 Abréviations

Abréviation	Désignation
ACO	Allied Command Operation
ACT	Allied Command Transformation
ADL-WG	Advanced Distance Learning Working Group
AP-OTAN	Assemblée parlementaire de l'OTAN
CEPC	Civil Emergency Planning Committee
COMPASS	Comprehensive Approach Specialist Support Programme
CPEA	Conseil de Partenariat euro-atlantique
CSS	Centre de recherche sur la politique de sécurité
CTAC	Cyber Threat Assessment Cell
DCAF	Centre pour le contrôle démocratique des forces armées – Genève
DDC	Direction du développement et de la coopération
DDPS	Dép. féd. de la défense, de la protection de la population et des sports
DFAE	Dép. féd. des affaires étrangères
EADRCC	Euro-Atlantic Disaster Response Coordinator Centre
EPFZ	Ecole polytechnique fédérale de Zurich
EULEX	European Union Rule of Law Mission
GCSP	Centre de politique de sécurité, Genève
GCTF	Global Counter Terrorism Forum
GIABA	Inter Governmental Action Group against Money Laundering in West Africa
GICHD	Centre international de déminage humanitaire, Genève
IRCSG	Industrial Resources and communications Services Group
ISAF	International Security Assistance Force
ISN	International Relations and Security Network
IWP	Institute of World Policy
JHAFG	Joint Health, Agriculture and Food Group
KFOR	Kosovo Force
KSF	Kosovo Security Force
NAC	North Atlantic Council
NCO	Non-commissioned officer
OFAE	Office fédéral de l'approvisionnement économique du pays
OSCE	Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe
OTAN	Organisation du traité de l'Atlantique Nord
PAP-DIB	Partnership Action Plan on Defence Institution Building
PARP	Planning and Review Process
PCM	Partnership Cooperation Menu
PPP	Partenariat pour la paix
PTEC	Partnership Training and Education Centres
SALW	Small arms and light weapons (armes légères et armes de petit calibre)
SSR	Security Sector Reform

5.5 Liens

Partenariat pour la paix (PPP), site suisse	www.pfp.admin.ch
Centre de recherche sur la politique de sécurité, EPF Zurich	www.css.ethz.ch
Centre pour le contrôle démocratique des forces armées – Genève	www.dcaf.ch
Centre de politique de sécurité, Genève	www.gcsp.ch
Mission suisse auprès de l'OTAN	www.eda.admin.ch/eda/fr/home/topics/intorg/pfp.html